

"De l'urgence et du besoin d'éducation populaire" : le texte de la déclaration de Strasbourg

La convention nationale des MJC organisée pendant trois jours à Strasbourg a donné ce vendredi l'occasion d'une "déclaration de Strasbourg" réaffirmant "l'urgence" et le "besoin" d'éducation populaire.

Rassemblement des participants de la convention place Kléber, peu avant la "déclaration de Strasbourg". Photo DNA - Stéphane Réa

Parallèlement à une joyeuse performance menée par des centaines de jeunes place Kléber ce vendredi, la Fédération de MJC de France (réunie depuis jeudi en convention à Strasbourg) proclamait sa "déclaration de Strasbourg".

Un texte lu par le président de la Confédération nationale des MJC de France Frédéric Prelle, destiné à réaffirmer "l'urgence et le besoin d'éducation populaire pour construire une société plus juste et solidaire" et invitant élus et décideurs à en faire un "partenaire dans la co-construction des politiques publiques du local, au national, à l'international".

Cette déclaration a été soutenue par différentes fédérations et association nationales invitées : l'association nationale des conseils d'enfants et de jeunes (ANACEJ), les CEMEA, la fédération des centres sociaux et socioculturels de France (FCSF), la Fédération des Maisons de jeunes en Belgique francophone (FMJBF), les Francas, la Ligue de l'enseignement et l'Union pour l'habitat des jeunes (UNHAJ).

En voici le texte en intégralité :

"Prenons-nous la mesure des profondes mutations de notre société ? *Charlie* et les événements de janvier sont des caricatures tragiques de l'impensable, symptômes dramatiques d'un monde qui dysfonctionne et les crises démocratiques, économiques, écologiques, géopolitiques qui se succèdent ne sont que le signe de la fin d'un monde.

Face aux incertitudes et aux peurs, les réponses sont hélas souvent les mêmes : le repli sur soi, les comportements identitaires, le rejet de l'autre, la désignation de boucs émissaires supposés être "*les racines du mal*". Le retour des frontières, des murs parfois barbelés là où il faudrait inventer des passerelles, des réponses normatives, autoritaires, sécuritaires viennent ébranler la Démocratie et la République.

L'ampleur, la complexité des mutations à l'oeuvre ont en commun de provoquer un sentiment d'impuissance, de sidération ! Alors, opposons à la grisaille ambiante un projet d'espérance.

"Réaffirmons ensemble l'urgence et le besoin d'éducation populaire pour construire une société plus juste et solidaire."



Face aux défis immenses qui nous attendent, la puissance publique ne peut pas tout ; elle doit s'appuyer sur une société civile organisée.

L'éducation populaire est une partie de la réponse à ces défis, et nous devons porter ce projet au-delà des frontières de nos organisations respectives. C'est pour peser sur la politique publique que nous nous impliquons dans des plates-formes, des coordinations. C'est le sens de notre engagement au sein de Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire (CNAJEP), dans le bing bang des politiques jeunesse, et l'appel pour un avenir solidaire.

C'est aussi pour faire sens ensemble qu'à l'occasion de notre Convention Nationale qui réunit à Strasbourg près de 2500 participants, nous avons souhaité inviter des fédérations et associations nationales : l'Association Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunes (ANACEJ), les CEMEA, la Fédération des Centres sociaux et Socioculturels de France (FCSF), la Fédération des Maisons de Jeunes en Belgique Francophone (FMJBF), la Fédération nationale des FRANCAS, la Ligue de l'Enseignement, l'Union pour l'Habitat des Jeunes (UNHAJ).

Nous les remercions d'avoir répondu à notre invitation et nous savons que si nous partageons aujourd'hui cette déclaration dans cette symbolique salle de l'Aubette où la Ville de Strasbourg nous accueille, c'est parce que nous nourrissons des coopérations, parfois historiques, parfois plus récentes, mais où toujours le dialogue engagé est ferment de projets à construire ensemble. Nous restons bien-sûr attentifs aux autres associations de l'éducation populaire et cette déclaration de Strasbourg ouvre la voie à d'autres formes de partenariat.

C'est aussi parce que nous partageons des valeurs de citoyenneté, de solidarité, de respect de la dignité humaine que nous avons en commun de porter un projet politique d'émancipation et de transformation sociale, que nous réaffirmons la modernité de l'éducation populaire.

C'est enfin, parce que nous sommes convaincus que la Démocratie et la République ont besoin, pour être mises en actes, de forces associatives d'éducation populaire qui font vivre les valeurs au quotidien.

Réunis à Strasbourg à l'occasion de la Convention Nationale des MJC de France, nous voudrions dire aux élus que :

- L'éducation populaire, par la diversité de ses champs d'intervention, de ses acteurs, par sa présence en proximité sur tout le territoire, son travail au plus près avec les habitants, se positionne comme partenaire de la co-construction des politiques publiques du locale, au national, à l'internationale.
- L'éducation populaire, l'éducation non formelle, par son action dans tous les âges de la vie, par son intervention, est un des piliers de la continuité éducative et de la formation tout au long de la vie.



- L'éducation populaire, par l'engagement, le militantisme de ses bénévoles et professionnels est la première force de mobilisation des citoyens. Elle concourt ainsi à créer et faire reconnaître d'autres formes de richesse non monétaire.

- Par ses pratiques, sa pédagogie, elle crée au quotidien des situations d'apprentissage de la citoyenneté. Elle développe le pouvoir d'agir des citoyens, crée des espaces de participation, de débat, de confrontation dans le respect des différences...

L'éducation populaire est une richesse et une chance pour la République et la Démocratie.